



COMPRENDRE LES DROITS DE L'HOMME

Obligations juridiques et morales relatives à la protection des droits de l'Homme

Présentatrice : Mary Kalemkerian, du Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme

Transcription

[Initiative pour les jeunes leaders africains – Série de cours en ligne]

[Mary Kalemkerian, du Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme]

Bonjour. Je m'appelle Mary Kalemkerian. Cette leçon, la première du cours, commence par la discussion des obligations juridiques et morales de la protection des droits de l'Homme.

Dans cette leçon, nous examinerons le sens du terme « droits de l'Homme ». Nous discuterons du fondement du droit en la matière. Et nous examinerons les obligations morales qui incombent à chacun de protéger les droits de l'Homme.

Tout au long de cette leçon, nous nous référerons à des traités internationaux relatifs à la protection des droits de l'Homme dans le monde. Tous les pays du monde ont adopté au moins certains de ces traités. Ces traités, comme le droit coutumier issu de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, forment la base sur laquelle on définit et défend les droits de tous les êtres humains.

Les droits de l'Homme sont les droits et libertés fondamentaux qui appartiennent de jure à tous les êtres humains. Ce sont les droits inhérents à la personne humaine, indépendamment de la nationalité, du sexe, de la race, origine ethnique, couleur de la peau, de la religion, de la langue et du statut économique ou social.

Les droits de l'Homme appartiennent à tous de façon égale, sans discrimination. Si on fait une distinction entre droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, tous sont quand même interconnectés, interdépendants et indivisibles.

Les droits de l'Homme sont généralement des droits individuels, encore que certains, comme le droit à l'autodétermination, soient des droits collectifs appartenant à des peuples ou des groupes.

Le droit international en la matière oblige avant tout les États à agir, ou à s'abstenir d'agir, de certaines manières afin de promouvoir et de protéger les droits humains et les libertés fondamentales de personnes ou de groupes. Et il est entendu que les organisations internationales et les acteurs non étatiques, tels les groupes armés et les entreprises, doivent également respecter les droits de l'Homme fondamentaux.

Toutes les sociétés, qu'elles aient une tradition écrite ou non, avaient des systèmes en place pour protéger les normes conventionnelles de comportement et de justice pour tous. Si la notion des droits de l'Homme a ses racines dans ces traditions et documents qui guidaient autrefois ces sociétés, l'idée révolutionnaire que ces droits sont inhérents à la nature humaine remonte aux philosophes du siècle des Lumières tels que John Locke et Jean-Jacques Rousseau.



Les documents comme la Grande Charte (Magna Carta), la charte du Mandén de l'Empire du Mali, la Déclaration française des droits de l'Homme et du citoyen, et la Déclaration américaine des droits ont incarné les notions de garanties et de droits que les personnes peuvent invoquer face à l'État. Toutefois, aucun de ces documents n'offrait une protection égale à tous puisqu'ils excluaient de grandes parties de la population.

Au XIXe siècle, le mouvement pour mettre fin au commerce transatlantique des esclaves, et ensuite à l'esclavage, a été la première campagne internationale des droits de l'Homme qui s'est ralliée à l'idée que tous les hommes sont créés égaux. Les grandes campagnes du XXe siècle se sont focalisées sur le droit de vote des femmes et les droits des travailleurs. Toutefois, la notion de droits de l'Homme universels, protégés en vertu du droit international, n'a été adoptée que dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale.

L'essence des principes fondamentaux des droits de l'Homme a été exprimée par le président américain Franklin Roosevelt en 1941 dans son discours fondé sur 4 libertés essentielles : la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de vivre à l'abri du besoin et celle de vivre à l'abri de la peur. Les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste ont servi de catalyseur à la promotion de la cause des droits de l'Homme en la propulsant au cœur des discussions et des consciences dans le monde entier. L'indignation internationale face aux atrocités nazies a grandement influencé les normes de ce qu'on considère aujourd'hui comme de graves violations des droits de l'Homme : exécutions sommaires, disparitions forcées, asservissement, viol et torture. Ayant été témoins de certains des pires crimes contre l'humanité, les gouvernements du monde ont appelé à l'adoption de normes pour protéger les citoyens contre les abus de leur gouvernement, des normes qui pourraient être invoquées pour tenir les États responsables de la façon dont ils traitent les gens sur leur territoire. L'ONU a été fondée dans le but de promouvoir le respect universel des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Pour progresser vers ce but, l'ONU a établi une Commission des droits de l'Homme. La Commission a établi un comité chargé de rédiger un document qui définit ce que sont les droits et libertés fondamentaux proclamés dans la Charte des Nations unies. La Déclaration universelle des droits de l'Homme a été adoptée par les membres des Nations unies le 10 décembre 1948. Cette déclaration a été le point de départ d'une véritable révolution en matière de droit international. La manière dont un gouvernement traite ses citoyens est devenue une préoccupation internationale, et non plus une question nationale dans laquelle les autres États n'avaient pas le droit de s'ingérer. La déclaration a servi de base à la constitution de nombreux pays. Elle a atteint le statut de droit coutumier international parce que les États l'ont acceptée à titre de norme juridique minimale du traitement qui doit être accordé à tout le monde.

Mettre fin au racisme et au colonialisme a été la première priorité du mouvement international des droits de l'Homme, avec les États africains et asiatiques nouvellement indépendants en tête. Des peuples colonisés et opprimés d'Afrique et d'ailleurs ont proclamé leur indépendance dans l'exercice de leur droit à disposer d'eux-mêmes. En 1965, sur toile de fond de décolonisation et du mouvement des droits civiques aux États-Unis, l'ONU a adopté son premier traité en matière de droits de l'Homme universels : la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Un an plus tard, deux traités de plus ont été adoptés pour étoffer l'ensemble des normes juridiquement contraignantes en matière de droits de l'Homme et créer des mécanismes d'application de la Déclaration des droits de l'Homme : le Pacte international relatif aux droits



civils et politiques, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces deux pactes étendent les droits à toutes les personnes et interdisent la discrimination. Ils ont été ratifiés tous les deux par plus de 160 pays.

Outre ces pactes et la convention sur l'élimination de la discrimination raciale, l'ONU a adopté six autres traités fondamentaux qui traitent de la torture, des disparitions et des droits des femmes, des enfants, des travailleurs migrants et des personnes handicapées. Beaucoup d'autres traités abordent des questions liées aux droits de l'Homme, dont le génocide, le statut des réfugiés, la traite des personnes et les normes internationales en matière de travail.

En vertu des obligations auxquelles ils ont souscrit volontairement en tant que parties aux traités en matière de droits de l'Homme, les États ont pour principale responsabilité de protéger les droits de l'Homme. Ils doivent veiller à ce que les cadres juridiques, les politiques d'intérêt public et les autorités chargées de les appliquer respectent les normes internationales des droits de l'Homme. Par exemple, l'appareil judiciaire de l'État doit se conformer aux normes internationales pour garantir l'impartialité des procès et la détention des personnes dans des conditions humaines sans jamais recourir à la torture.

Les États doivent également protéger les droits de l'Homme contre toute atteinte par des acteurs privés – par exemple, en criminalisant toutes les formes de violence au foyer et en s'assurant que leurs auteurs seront poursuivis et que les victimes seront protégées contre d'autres abus. Ils doivent aussi protéger les droits de l'Homme contre les menaces posées par les conflits armés, les catastrophes naturelles ou les groupes armés – y compris en prenant des mesures pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Les pays africains ont donné l'exemple en droit international en adoptant la Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. C'est le seul traité régional de ce type.

Les organisations non gouvernementales ont joué un rôle fondamental pour ce qui est d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les droits de l'Homme. Par exemple, les activités des ONG en marge de la 4^e conférence mondiale de l'ONU sur les femmes en 1995 à Beijing ont braqué une attention sans précédent sur de graves violations des droits humains des femmes. Des ONG internationales, dont Amnesty International, l'Anti-Slavery Society, Human Rights Watch, et Survivors International surveillent les actions des gouvernements et des entreprises, donnent une voix aux victimes, et militent pour défendre les principes des droits de l'Homme. Plus important encore, les organisations locales des droits de l'Homme mènent au quotidien un combat contre l'injustice et l'inégalité. Comme elles défendent les droits de l'Homme, elles jouissent d'une protection spéciale et elles ne doivent pas faire l'objet de représailles parce qu'elles exercent leur droit à la liberté d'expression.

Les États doivent poursuivre des actions positives pour faire respecter les droits de l'Homme et pour que les gens en jouissent. Chaque État doit privilégier l'octroi de ses ressources à la satisfaction du minimum vital de sa population – y compris pour l'alimentation, l'eau, l'éducation et les soins de santé de base, et un abri décent.

Et tous les groupes marginalisés doivent être représentés dans les institutions et organes de décision publics. Nous examinerons de plus près les mesures de protection pour les groupes marginalisés dans une autre leçon.

Quand vous aurez terminé toutes les leçons de ce cours sur YALI.state.gov, vous pourrez tester vos connaissances et obtenir un certificat du YALI Network.

[Testez vos connaissances YALI.state.gov]

[Diverses images (©) AP Images]

[Produit par le département d'État des États-Unis]

